

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

L'école qui divise

Une nouvelle étape va être franchie, dans l'enseignement francophone, vers le Pacte d'excellence. Sans, pour autant, aplanir les divergences.

On pourra certainement reprocher beaucoup de choses au nouveau Pacte d'excellence mais, quoi qu'il advienne, on ne pourra pas lui faire le procès d'avoir négligé l'avis des professionnels ni des citoyens. C'est ainsi que ce vaste plan de réforme de l'école sera soumis, samedi prochain, à l'avis de 150 personnes issues de la société civile qui se prononceront sur l'organisation du tronc commun et sur le contenu des programmes.

Et, il faut bien l'admettre, il y a matière à débats et... frictions. Si chacun reconnaît que l'enseignement fondamental et secondaire n'atteint pas, depuis de nombreuses années, les objectifs désirés - les enquêtes PISA en attestent - il n'y a pas grand monde pour partager une analyse commune sur les causes et, encore moins, sur les solutions à apporter pour rendre l'enseignement francophone plus performant. Résultat : rien n'est moins sûr que ces longs travaux préparatoires au Pacte d'excellence et ces consultations en série feront,

in fine, l'unanimité.

Pourquoi ? Parce qu'il y a déjà de profondes divergences préliminaires entre ceux qui, d'une part, considèrent que l'école doit être inclusive, qu'elle doit donner les mêmes chances à chacun et que, pour y parvenir, il faut allonger le parcours scolaire commun et retarder les évaluations et ceux qui, au contraire, estiment qu'il faut densifier les contenus, orienter plus rapidement les élèves concernés vers l'enseignement qualifiant et qui, pour faire simple, brocardent le « *nivellement par le bas* ». Deux conceptions fort différentes de l'école, deux approches quasi idéologiques de l'enseignement qui se prolongent, assez logiquement, dans les choix des partis politiques, comme on l'a vu, hier matin encore, quand le ministre Borsus a déploré les pertes de temps pour les élèves et le manque d'adéquation de l'école aux besoins des entreprises. Sans compter que le meilleur projet scolaire qui soit, dans n'importe quel pays du monde, ne peut porter des fruits que s'il dispose des budgets qui lui permettent d'atteindre ses objectifs. Et cela, en Fédération Wallonie-Bruxelles, ce n'est jamais acquis.